



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 208 – 23 SEPTEMBRE 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

INDICE MONDIAL
DE
L'INNOVATION :
L'AFRIQUE
CENTRALE A LA
TRAINE

LES PAYS DU BASSIN
DU CONGO DECIDENT
D'INTERDIRE
L'EXPORTATION DU
BOIS EN GRUMES

CONCLUSIONS DU
RAPPORT 2020 SUR LA
TRANSPARENCE
BUDGETAIRE DES PAYS
BENEFICIAIRES DE
L'AIDE AMERICAINE

LES RENCONTRES
AFRICA 2020
AURONT LIEU AU
TOGO ET AU
BENIN

MALI : AMELIORATION
DE L'INTEGRATION
REGIONALE,
L'ECONOMIE LOCALE ET
L'EMPLOI PAR LE
FINANCEMENT D'UNE
ROUTE

SOMALIE :
DETERIORATION
GLOBALE DE LA
SECURITE ALIMENTAIRE
SUR FONDS DE CHOCS
MULTIPLES

BURKINA FASO : L'ETAT
DE CATASTROPHE
NATURELLE DECRETE
APRES LES INONDATIONS
ET 7,6 M EUR DEGAGES
POUR LES SINISTRES

GAMBIE : DEUX
APPELS D'OFFRES
LANCES POUR LA
CONSTRUCTION D'UNE
CENTRALE SOLAIRE DE
150 MW

TANZANIE : ALERTE DU
PATRONAT TANZANIEN
SUR LE RISQUE DE
CONFLIT D'INTERET DE
LA TANZANIA SHIPPING
AGENCY CORPORATION
(TASAC)



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Covid19 : Évolution de la situation sanitaire régionale.

Pour la 3ème semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires sur la zone AOEI diminue (-26 %), notamment au Kenya (+866), à Madagascar (+283), au Rwanda (+106) et en Ethiopie (+4 243). En Ethiopie, cette baisse s'explique i) par une évolution de la stratégie des tests qui se focalisent désormais en province (80 % des tests) où il y a

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	6/9	13/9	20/9	6/9	13/9	20/9
Burundi	462	472	473	1	1	1
Comores	448	456	470	7	7	7
Djibouti	5 387	5 394	5 401	60	61	61
Erythrée	330	361	364	0	0	0
Ethiopie	57 466	63 888	68 131	897	996	1 089
Kenya	35 020	35 963	36 829	594	619	646
Madagascar	15 269	15 737	16 020	199	210	219
Maurice	356	361	367	10	10	10
Rwanda	4 349	4 565	4 671	18	22	25
Seychelles	135	135	139	0	0	0
Somalie	3 332	3 376	3 401	98	98	98
Soudan du Sud	2 544	2 578	2 642	48	49	49
Soudan	13 407	13 470	13 535	832	834	836
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	3 539	4 703	6 017	39	52	63
Total AEOI	142 091	151 968	158 969	2 824	2 980	3 125

moins de cas recensés et ii) la réduction du nombre de tests durant les festivités du Nouvel An (11 septembre). Au Kenya, la baisse est également liée à la réduction du nombre de tests effectués. Par exemple, 1 081 personnes ont été testées le 14 septembre contre 4 424 deux semaines plus tôt. Après avoir pourtant diminué fin août, le nombre de nouveaux cas progresse fortement pour la troisième semaine consécutive en Ouganda (+1 314 contre +590 il y a 3 semaines).

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Éthiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ Les pays du bassin du Congo décident d'interdire l'exportation du bois en grumes

Lors d'une concertation le 18 septembre 2020, portant sur la validation d'un cadre institutionnel et réglementaire de mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation du bois dans le bassin du Congo, les ministres des Forêts, de l'Industrie et de l'environnement de la CEMAC ont décidé de l'interdiction d'exporter le bois sous forme de grumes par tous les pays du bassin du Congo. L'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} janvier 2022. Pour accompagner cette décision, les ministres envisagent de créer des zones économiques spéciales pour installer les industries de transformation du bois.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Croissance de l'inclusion financière dans tous les pays de l'UEMOA

Le rapport de la BCEAO sur l'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA en 2019 révèle une forte progression du taux global d'utilisation des services financiers (y compris les services de monnaie électronique) ces dernières années, de 19,7% de la population de plus de 15 ans en 2009 à 60,1% en 2019. Tous les pays de la zone ont connu une augmentation marquée, avec un taux presque doublé au Bénin (de 40,6% en 2009 à 77,8% en 2019), multiplié par 5 en Côte d'Ivoire (de 15% à 77,9%), et même par 10 en Guinée-Bissau (de 3,8% à 38,7%). La zone se caractérise toutefois par de fortes disparités entre les pays – le Niger (17,5%), la Guinée-Bissau (38,7%) et le Mali (42,6%) se situant largement en-deçà de la moyenne régionale.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La BRVM admet à sa cote l'emprunt obligataire de la SONATEL d'une valeur de 100 Mds FCFA, sa plus importante émission obligataire privée jamais réalisée

Le 15 septembre 2020, la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) a admis à sa cote l'emprunt obligataire « SONATEL 6,50% 2020 – 2027 » d'une valeur de 100 Mds FCFA (152,1 M EUR) au compartiment des obligations. Ce 2^e emprunt obligataire du groupe SONATEL (groupe Orange) avait connu un vif succès, avec une sursouscription de 122% et une clôture anticipée. Elle constitue à date la plus importante émission obligataire par une société privée de la région UMOA. Pour rappel, la société sénégalaise SONATEL est par ailleurs la première capitalisation boursière du marché des actions de la BRVM avec plus de 1,9 Md EUR au 11 septembre 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Les échanges commerciaux de biens de l'UEMOA en hausse de 5,3% en g.a. en 2019

D'après la BCEAO, les échanges commerciaux de biens de l'ensemble des pays de l'UEMOA se sont élevés à 55,6 Mds EUR en 2019. L'année 2019 a été marquée par une forte régression du déficit commercial de la zone, de -2,9 Mds EUR en 2018 à -1,1 Md EUR. Les exportations de biens des pays sont ressorties à 27,3 Mds EUR, en hausse de 10,6% en g.a – une hausse largement imputable à la hausse des ventes d'or (+13,5%, à 6,4 Mds EUR au total), ainsi que celles du cacao (+14,7% à 4,4 Mds EUR) et des produits pétroliers (+25,3% à 2,8 Mds EUR). Les importations de biens des pays de l'UEMOA sont ressorties à 28,4 Mds EUR en 2019, en hausse de 3% en g.a.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEDEAO à Niamey

La 57ème Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO s'est tenue le 7 septembre 2020 au Niger. La Conférence a décidé de l'élaboration d'une nouvelle Feuille de Route pour le Programme de la Monnaie Unique de la CEDEAO et de différer, à une date ultérieure, le lancement de la Monnaie Unique. En outre, elle a instruit le Président de la Commission à soutenir les Etats membres dans leur quête pour une suspension du service de la dette en 2021. S'agissant de la situation au Mali, la Conférence a maintenu l'ensemble des sanctions et a demandé que le Président et le Premier ministre de la transition, tous deux civils, soient désignés au plus tard le 15 septembre 2020.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ UEMOA : Nomination au sein du CPM de la BCEAO et nouveau projet de pacte de convergence en vue

Le Conseil des Ministres de l'UEMOA a tenu une session extraordinaire, le 3 septembre 2020, au cours de laquelle il a procédé à la nomination de 2 membres intuitu personæ du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO, conformément aux Statuts de cette dernière. Aucune information n'est pour l'instant disponible sur les personnes nommées. Par ailleurs, eu égard de l'impact de la pandémie de Covid-19 qui exerce des pressions sur les finances publiques, la Commission de l'UEMOA soumettra un nouveau projet de pacte de convergence en décembre 2020 à la décision du Conseil.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Conclusions du rapport 2020 sur la transparence budgétaire des pays bénéficiaires de l'aide américaine

Le Département d'État des États-Unis a publié son rapport sur la transparence budgétaire des pays bénéficiaires de l'aide américaine. Le rapport révèle que le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo satisfaisaient les exigences minimales de transparence au cours de l'exercice 2019, à l'inverse des autres pays d'Afrique de l'Ouest. Elles incluent la mise à disposition du public dans des délais raisonnables d'informations fiables et suffisamment détaillés portant sur le budget national, les contrats publics et licences d'extraction de ressources naturelles ainsi les rapports d'organismes indépendants de contrôle des finances publiques.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Les rencontres Africa 2020 auront lieu au Togo et au Bénin

Les rencontres Africa 2020, convention d'affaires entre dirigeants d'entreprises françaises et africaines, et organisées par le groupe Classe Export, se tiendront cette année les 24 et 25 novembre prochains dans plusieurs villes en Afrique et en France, dont Dakar, Cotonou et Lomé. Toutefois, du fait de la pandémie, une partie des rencontres aura lieu au sein d'un salon digital.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Indice mondial de l'innovation : l'Afrique Centrale à la traîne**

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a rendu public son classement 2020 *Global Innovation Index (GII)* qui répertorie les économies les plus portées sur l'innovation et évalue la performance de 131 pays dans ce domaine. Le calcul de l'indice prend en compte 80 indicateurs différents, dont le capital humain et la recherche, l'infrastructure, l'indice de créativité et la technologie. Au niveau mondial, la Suisse se place en tête et est suivie par la Suède et les Etats-Unis. En Afrique, l'île Maurice est le plus performant (52^{ème} mondial). Le Cameroun, unique pays de la CEMAC dans le classement, occupe le 119^{ème} rang mondial.

✉ vanessa.tatsabongtako@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Bénin : Révision du Code des marchés publics

Le 30 juillet 2020, la loi portant révision du code des marchés publics a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale. Cette réforme intègre au code, des dispositions portant promotion des micro, petites et moyennes entreprises, dans le but de leur faciliter l'accès aux marchés publics. Les modifications dudit projet de loi portent, entre autres, sur (i) la suppression de l'exigence de production de pièces administratives dans les dossiers de soumission, (ii) la réorganisation de certains processus et l'introduction de dispositions visant la digitalisation afin de réduire les délais des procédures de passation de deux mois au moins et (iii) la révision des dispositions qui contribuent à amplifier les coûts d'accès aux marchés publics.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Lancement de la 14ème édition du répertoire des prix de référence

Le ministère de l'Economie et des finances du Bénin a lancé, le 8 septembre 2020, la 14ème édition du répertoire des prix de référence. Ce document est un guide contenant les prix des articles de première nécessité et couramment utilisés dans l'administration publique afin d'encadrer du coût de la commande publique. Le répertoire, qui servira de support dans le cadre de l'élaboration prévisionnelle des budgets de chaque entité l'administration publique, pourrait également servir aux entreprises étrangères souhaitant s'installer au Bénin et cherchant à estimer les coûts d'installation et de gestion lors de leur implantation.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Plus de 71 000 personnes sinistrées par les inondations depuis le début de l'année

Selon le rapport du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) rendu public le 11 septembre 2020, les inondations et les vents violents auraient mis en situation de précarité 71 341 personnes dans le pays, faisant 13 personnes et 50 blessés sur la période d'avril à septembre 2020. S'agissant des dégâts matériels, le CONASUR évoque 3 347 maisons d'habitation détruites et 1 656 endommagées. Les intempéries auraient également provoqué la perte de plus de 250 tonnes de vivres. Pour rappel, suite aux inondations consécutives qui touchent le Burkina Faso depuis le début du mois, le gouvernement a déclaré le 8 septembre 2020 l'état de « catastrophe naturelle ».

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : La balance commerciale excédentaire de 85,1 M EUR au 2^e trimestre 2020

La balance commerciale du Burkina Faso est passée d'un déficit de 18,7 Mds FCFA (28,5 M EUR) au premier trimestre 2020 à un excédent de 55,8 Mds FCFA (85,1 M EUR) au deuxième trimestre. Les exportations se sont élevées à 598,4 Mds FCFA (912,5 M EUR), en hausse de 3,6% par rapport au 1^{er} trimestre de l'année. L'or, le coton et les fruits sauf oléagineux représentent à eux seuls plus de 90% des exportations du pays. La valeur des importations de marchandises a à l'inverse baissé de 9% par rapport au 1^{er} trimestre 2020, de 596,4 Mds FCFA (909,5 M EUR) à 542,6 Mds FCFA (827,4 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bonne performance des recettes fiscales au terme du 1^{er} semestre 2020

Selon une communication du ministère ivoirien chargé du Budget, les ressources mobilisées à fin juin 2020 s'élèvent à 3 403,8 Mds FCFA (5,2 Mds EUR) pour une prévision révisée, prenant compte de la pandémie de Covid-19, de 3 643,3 Mds FCFA (5,6 Mds EUR). On relève une bonne performance des recettes fiscales, recouvrées à 1 740,5 Mds FCFA (2,7 Mds EUR) à fin juin 2020, en dépassement de 9,9% par rapport à l'objectif révisé, grâce en grande partie aux paiements réguliers de bon nombre d'entreprises ainsi qu'une taxation favorable sur les produits pétroliers. Quant aux dépenses budgétaires, elles ont été globalement exécutées à 3 428,7 Mds FCFA (5,2 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 88,8%.

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Hausse de 7,4% en g.a de la valeur des marchés publics approuvés à fin juin 2020

Selon une communication du ministère ivoirien chargé du budget, le montant des marchés approuvés à fin juin 2020 s'élève à 594,5 Mds FCFA (906,3 M EUR), soit une hausse de 7,4% par rapport à fin juin 2019. Les procédures concurrentielles représentent 77,4% du montant des marchés approuvés à fin juin 2020 contre 72,5% à fin juin 2019. Quant aux procédures non concurrentielles, elles en représentent 21,2% à fin juin 2020 contre 25,1% à fin juin 2019. La part des marchés attribués aux PME est passée de 31,2% à fin juin 2019 à 41,8% à fin juin 2020. En outre, le délai moyen de passation des marchés a baissé de 7,9 jours, passant de 101,5 jours à fin juin 2019 à 93,6 jours à fin juin 2020.

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bloomfield dégrade la note de risque pays de la Côte d'Ivoire

L'Agence de notation panafricaine Bloomfield Investment Corporation a présenté le 17 septembre 2020 au cours d'une Conférence son Rapport Risque Pays Côte d'Ivoire 2020. La réévaluation du risque pays Côte d'Ivoire par l'agence s'est soldée par une dégradation de la note du pays à 5,7 (sur 10) contre 6,1 en 2019, imputable principalement à des performances macroéconomiques en berne du fait de la pandémie de la Covid-19 et à des tensions politiques exacerbées à l'approche de l'élection présidentielle du 31 octobre. La Côte d'Ivoire passe ainsi d'un profil de « risque faible » à « risque modéré » selon l'échelle d'évaluation du risque pays de l'agence.

✉ claud.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Le projet de budget pour l'exercice 2021 fixé à 4 Mds EUR

Le gouvernement du Niger a approuvé le 16 septembre le projet de loi de finances pour l'exercice budgétaire 2021. Ce projet de budget général est présenté en équilibre en recettes et en dépenses à un montant de plus de 4 Mds EUR (2 644,5 Mds FCFA), contre 3,7 Mds EUR (2 422,3 Mds FCFA) dans la loi de finances rectificative de 2020, soit une hausse de plus de 9%. Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions budgétaires 2021 sont entre autres l'organisation des élections générales et l'installation des nouvelles autorités, la maîtrise de la pandémie de Covid-19 et la reprise des activités économiques, le raffermissement de la stabilité sociopolitique et sécuritaire ainsi que les travaux du barrage de Kandadji.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : Evaluation de l'impact de la pandémie sur les conditions de vie des ménages

L'Institut National de la Statistique (INS) réalise depuis le 31 août 2020, avec l'appui de la Banque mondiale, une enquête sur l'impact de la Covid-19 sur les conditions de vie des ménages au Niger. Cette enquête, séquencée en 12 vagues de collecte sur un an, permettra au gouvernement d'identifier les ménages directement ou indirectement touchés par les chocs dus à la pandémie et proposera des mesures spécifiques pour leur apporter une assistance. Chaque mois, un sous-échantillon d'environ 1 900 ménages répartis sur l'ensemble du pays sera interviewé par téléphone.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Togo : Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique du pays face à la crise

Le 8 septembre dernier, la Banque mondiale a publié son Rapport sur la situation économique au Togo, intitulé « Dynamiser l'investissement privé pour plus de croissance et d'emplois ». Le rapport revoit à la baisse les projections de croissance du Togo en 2020, du fait de l'impact de la Covid-19. La croissance s'établirait ainsi à 1%, après 5,3% en 2019 et contre une projection PréCovid-19 de 5,6%. Elle devrait rebondir à 4% en 2021, puis 5,5% en 2022. Le rapport recommande entre autres d'accélérer les réformes en vue de l'amélioration du climat des affaires, d'initier des mesures pour faciliter l'investissement privé et d'alléger la fiscalité sur les entreprises.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : une agence de notation panafricaine sollicitée pour noter son endettement en monnaie locale

L'annonce a été faite par le ministre délégué au Budget, à l'issue d'une réunion tenue le 21 septembre avec l'agence de notation ivoirienne Bloomfield Investment Corporation, créé en 2007. Les autorités congolaises ont exprimé le souhait d'avoir une notation pour leur endettement réalisé en monnaie locale (XAF) afin de compléter celle faite en devise par des agences internationales déterminant la capacité du Congo à faire face aux obligations financières en devise étrangère.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : La France reste le premier client des Comores durant le 1er trimestre 2020

Dans son dernier bulletin trimestriel, la Banque Centrale des Comores (BCC) constate qu'au premier trimestre 2020, la France demeure le premier client du pays (53 % des exportations comoriennes) et son 3ème fournisseur (13 % des importations) derrière les Emirats Arabes Unis et la Chine. La BCC note néanmoins une forte baisse du commerce extérieur comorien au second trimestre 2020, avec des exportations baissant de 70 % en glissement annuel en raison de la chute des exportations de produits de rente (vanille, ylang-ylang) dans le contexte de la crise de la Covid-19. Les importations ont baissé de 3 % en glissement annuel en raison de la diminution des achats de biens d'équipement.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : L'inflation atteint 11,5 % en glissement annuel en juillet

L'indice global des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 11,5 % entre juillet 2019 et juillet 2020 et de 0,2 % par rapport à juin 2020. Cette augmentation est plus forte dans les milieux ruraux : 13,2 % en glissement annuel (contre 9,2 % en milieux urbains), et de 1,6 % par rapport à juin 2020. Elle est provoquée par (i) le ralentissement du commerce transfrontalier en raison de la pandémie de Covid-19 et (ii) la mauvaise saison agricole due au climat.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Somalie : Détérioration globale de la sécurité alimentaire sur fonds de chocs multiples

La croissance moyenne annuelle du PIB de 2012 à 2019 à 2,5 % a été inférieure à la croissance démographique (2,8 %). En 2020, le PIB devrait se contracter de 2,5 % selon le FMI ou de 5,4 %, selon la BAD, si la pandémie venait à persister jusqu'à la fin de l'année. Cette dégradation est alimentée par la convergence de multiples chocs, climatique, sanitaire, économique et la persistance de conflits armés. Selon le bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les précipitations combinées à l'urbanisation anarchique et la dégradation des infrastructures d'eau, ont provoqué 149 000 déplacés depuis début 2020, alors que le pays compte déjà 2,6 millions de déplacés internes. Au nord du pays des essaims de criquets pèlerins ont affecté les cultures. Enfin, la pandémie mondiale a réduit les transferts de la diaspora, source principale de revenus pour de nombreuses familles. Les projections alarmantes indiquent que 3,5 millions de personnes pourrait être en situation d'insécurité alimentaire grave dont un million d'enfants en malnutrition et non scolarisés. En août 2020, seule la moitié des financements nécessaires pour le plan de réponse humanitaire ont été reçus, soit 527 MUSD pour un besoin d'1 Md USD.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Forte volatilité de la livre soudanaise sur la semaine

En une semaine, la variation du SDG a atteint jusqu'à 22 % de sa valeur. Il est passé de 204 SDG/USD à 210 SDG/USD entre le 6 et le 13 septembre, avec un pic à 250 SDG/USD le 10 septembre. Cette chute a perturbé l'ensemble des opérateurs économiques avec un arrêt de la distribution de certains produits et une suspension momentanée des activités de change. Face à cette situation, le gouvernement a déclaré le 10 septembre l'état d'urgence économique, renforçant les sanctions contre les spéculateurs, les changeurs non officiels et les activités de contrebande. Les autorités soudanaises se sont engagées vis-à-vis du FMI à harmoniser ce mois-ci les différents taux de change à l'exception de celui permettant le calcul des droits de douane et de la TVA sur les produits importés, qui restera à 15 SDG/USD. Ces attaques contre la monnaie tombent à un moment où le Soudan doit faire face à de fortes inondations, qui ont déjà laissées plus d'un demi-million de personnes sans abri.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan du Sud : Arriérés sur le paiement du salaire des fonctionnaires

Le Soudan du Sud manque de réserves en devises, conséquence de la faiblesse du prix du pétrole et de la crise sanitaire. La production officielle de brut a chuté à 180 000 barils par jour (contre 350 000 en 2011) et reste la seule exportation majeure du pays. Le pays a généré 18 MUSD de recettes non pétrolières en août, ce qui lui a permis de payer les salaires d'avril des agents de l'État. Le gouvernement mise à court-terme sur une augmentation des revenus non pétroliers pour régler les arriérés de mai à août via la production d'or et de la gomme arabique. Le pays a également sollicité l'aide de l'African Export-Import Bank et est en pourparlers avec le FMI et la Banque Mondiale.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : Forte hausse des transferts de la diaspora comorienne en France

Dans son dernier bulletin trimestriel, la Banque Centrale des Comores (BCC) a constaté une hausse de 89,1 % des transferts d'argent entre le premier et le second trimestre. Cette hausse provient essentiellement de la diaspora comorienne en France qui a anticipé la crise sanitaire. Fin juin 2020, les transferts reçus via les sociétés spécialisées atteignent 23,3 Mds KMF (47,6 MEUR) sur le trimestre. Parmi les sociétés spécialisées dans le domaine, les sociétés américaines détenaient 90 % des parts de marché des transferts reçus fin 2019 : RIA Money Transfer (37 %) devant MoneyGram (34 %) et Western Union (19 %).

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Excédent de collecte fiscale de 354 Mds UGX (90 MUSD) en août

Selon l'Uganda Revenue Authority (URA), les recettes collectées en août ont atteint 1400 Mds UGX (350 MUSD) contre un objectif de 1030 Mds UGX (260 MUSD), soit un excédent de 90 MUSD (après +70,5 MUSD en juillet). Selon Vincent Ssreuma, porte-parole de l'URA, cette performance s'explique par la reprise de l'activité économique suite à l'assouplissement des mesures prises pour limiter la propagation de la Covid-19, la réorganisation des services fiscaux (création d'équipes spécialisées qui se concentrent sur l'analyse de données et le renforcement des contrôles sur le commerce international pour accroître les taxes sur les importations) mais également l'introduction de mesures de perception fiscale plus efficaces (mécanismes de suivi numérique dans les usines, timbres fiscaux numériques et le système électronique de perception fiscale et de facturation, ...). Il a indiqué que les secteurs les plus performants comprenaient la production de bière, les télécommunications, la construction, les assurances et les services financiers ainsi que le commerce international. Les recettes cumulées sur les 2 premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21, restent cependant en retrait par rapport à la même période de l'année précédente (655 MUSD vs 673 MUSD).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Somalie : Impacts de la Covid-19 sur les finances publiques

Selon la Banque Mondiale, en réponse à la pandémie, les dépenses publiques 2019/20 ont dû augmenter de 2,1 pt de PIB pour atteindre 12,4 % en 2020. Cette hausse se répartit entre une augmentation des transferts sociaux (+0,9 pt de PIB) et une hausse des transferts aux Etats fédérés (à 2,1 % du PIB contre 0,8 % initialement prévus). Les recettes publiques devraient enregistrer une sous-performance de 1,1 pt de PIB par rapport aux projections initiales pour s'établir à 4,0 % du PIB en 2020. La baisse des recettes fiscales et non-fiscales (prévues respectivement à 3,0 % et 1,5 % du PIB), s'explique par la réduction des rentrées des taxes douanières (chute des importations de Khat notamment) et des postes affectés par la restriction des mouvements (dont la taxe sur le chiffre d'affaires des hôtels et des compagnies aériennes). En parallèle, les dons devraient augmenter pour représenter 8,0 % du PIB contre une estimation de 5,0 % en janvier, soit deux-tiers des recettes totales du fait de la mobilisation des bailleurs (Banque mondiale, UE) pour atténuer l'impact de la Covid-19 sur les finances de l'Etat en construction.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : L'interdiction des sachets en plastiques non-biodégradables effective dès octobre 2020

Le 19 août 2020, le juge d'instruction au tribunal de Lokossa a annoncé que la répression contre l'usage des sachets non-biodégradables débiterait en octobre 2020 sur toute l'étendue du territoire national, conformément à la loi 2017-39 portant interdiction de la production, l'importation, l'exportation, la commercialisation, la détention, la distribution et l'utilisation de sachets en plastique non-biodégradables au Bénin. Il s'agira dans un premier temps de récupérer et détruire les stocks de sacs plastiques en possession des marchands, puis, dans un second temps, les contrevenants, commerçants et particuliers, pourraient se voir infliger des amendes ou des peines de prison.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Adoption en Conseil des ministres de l'avant-projet de budget 2021

L'avant-projet du budget 2021 a été approuvé lors du Conseil des ministres du 9 septembre 2020, puis transmis à l'Assemblée nationale pour adoption. L'avant-projet prévoit 2241,4 Mds FCFA en recettes et 2782,2 Mds FCFA en dépenses, contre respectivement 2038,9 Mds FCFA et 2507,6 Mds FCFA dans la loi de finances rectificative 2020. Le solde budgétaire s'établit ainsi à 540,8 Mds FCFA en 2021, soit 5,6% du PIB contre 5,4 % attendus en 2020. Les dépenses de personnel sont évaluées à 950 Mds FCFA, soit 54,9% des recettes fiscales (contre 53,1% en 2020). Les axes décrétés prioritaires sont le renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale, la bonne gouvernance et le développement du capital humain.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : L'état de catastrophe naturelle décrété après les inondations et 7,6 M EUR dégagés pour les sinistrés

Le Burkina Faso est confronté à des pluies diluviennes récurrentes depuis le début de la saison des pluies en juin 2020. La dernière en date, le 5 septembre, a fortement impacté Ouagadougou. C'est dans ce cadre que le chef de l'Etat a décrété l'état de catastrophe naturelle et qu'en Conseil des ministres, le 9 septembre 2020, le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a reçu instruction de dégager une ligne de crédit de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) au profit du Fonds national de solidarité pour faire face aux urgences.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Hausse des envois de fonds au premier semestre 2020 (+13,5% en g.a.)

Selon un récent bulletin des statistiques de la Banque centrale du Cap-Vert, les envois de fonds des migrants à destination de l'archipel ont augmenté de 13,5% au terme du premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019, pour atteindre 87,5 M EUR, soit 480 000 EUR/jour. Une baisse est néanmoins observée sur le deuxième trimestre, à 41,8 M EUR contre 45,7 M EUR au cours du premier trimestre 2020. Les Etats-Unis sont le premier pays d'origine de ces fonds, avec 27,2 M EUR, devant le Portugal, représentant 21,2 M EUR.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bilan du PSGOUV à fin juin 2020

La mise en œuvre du programme Social du Gouvernement (PSGOUV) à fin juin 2020 a été marquée par les procédures d'ajustement des modalités d'exécution des activités, en lien avec les restrictions imposées par la lutte contre la COVID-19, d'une part, et avec les contraintes techniques liées au nouveau système d'information budgétaire, d'autre part. Ainsi, le montant total engagé, au cours du 1er semestre 2020, s'est établi à 188,6 Mds FCFA (287,5 M EUR), soit 38% de la dotation disponible.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : La Banque centrale maintient son taux directeur

Selon le communiqué de presse du Comité de Politique monétaire de la Banque centrale de Gambie, le taux de croissance du PIB est projeté à -1,2% en 2020, du fait de l'impact de la Covid-19, après +6,2% en 2019. L'inflation globale est tombée à 4,8% en juillet 2020, contre 7,3% en juillet 2019. Le déficit de la balance courante pour le premier semestre 2020 a atteint 62,9 M USD (3,5% du PIB). Les réserves internationales se sont établies à 306 M USD à fin juin, soit 5 mois d'importations. Le ratio de liquidité du secteur bancaire a atteint 93,5% à fin juin 2020 et le taux de créances douteuses se situe à 4,5%. Tenant compte des facteurs ci-dessus, le CPM a décidé du maintenir inchangé le taux directeur à 10%.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Moody's dégrade la notation du Mali ainsi que la perspective

Moody's a dégradé la notation du Mali de « B3 » (catégorie spéculative avec risque de crédit élevé) à « Caa1 » (catégorie spéculative avec risque de crédit très élevé) et a changé la perspective de stable à négative. Selon l'agence, le coup d'État militaire représente une détérioration de la force institutionnelle et de gouvernance et ouvre une période d'instabilité politique accrue et de tensions économiques et financières. Les sanctions déjà en place augmentent le risque que le gouvernement ne respecte pas ses obligations en matière de dette. En outre, la situation politique actuelle pourrait se détériorer davantage en l'absence d'accord rapide entre la junte militaire et la société civile ainsi que les pays voisins.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Amélioration de l'intégration régionale, l'économie locale et l'emploi par le financement d'une route

Selon la BAfD, le projet d'élargissement de la route Carrefour de la Paix-Pont Woyowayanko-Point Y, réalisé entre 2010 et 2013 à Bamako, a amélioré le système de transport terrestre, réduit les accidents de la circulation, accru les échanges locaux et régionaux et créé de nombreux emplois. Le tronçon fait partie du corridor reliant la Guinée et le Mali. Selon le rapport d'achèvement, le projet, financé à hauteur de 18,7 M USD par la BAfD, a permis d'accroître le volume du trafic entre les 2 pays de 59 kt en 2008 à 120 kt en 2018. Les activités commerciales ont connu un dynamisme avec l'augmentation du nombre de stations-service, de bars, de lieux de restauration et de pharmacies.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Près de 190 000 emplois créés en 4 ans grâce au PSE

Selon une étude menée par l'État sénégalais et la BAfD, le Sénégal aurait investi 235 M EUR dans les secteurs prioritaires marchands sur la période 2014-2018. La contribution de la BAfD s'élèverait à 103,5 MEUR, soit 44% du coût des investissements. Ces investissements ont permis de créer 186 932 emplois directs et indirects, en grande partie dans le secteur des services. La contribution de la BAfD à ces créations d'emplois serait de 15%, soit 28 852 emplois créés, dont 35% occupés par des femmes et 54% par des jeunes. Durant la 1ère phase de mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE), le pays a enregistré un taux de croissance économique soutenu, soit en moyenne 6,92% sur la période 2014-2018.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Mesures fiscales pour les secteurs durement affectés dans le contexte de la Covid-19**

En vue de soutenir les opérateurs économiques dans le contexte de la Covid-19, le gouvernement togolais a adopté plusieurs mesures fiscales, entre autres : une réduction spéciale de 25% sur l'acompte de la patente en faveur des entreprises de transports, de tourisme, des hôtels, des restaurants ; pour les entreprises individuelles assujetties à la Taxe Professionnelle Unique, une réduction de 50% sur le 2ème acompte de cette taxe ; l'exonération de droits et taxes relatifs à l'importation de matériels agricoles, de matériels médicaux et des produits utilisés dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Ces dispositions s'étendent jusqu'à un mois après l'état d'urgence sanitaire.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : L'importation et la commercialisation des produits dits « sensibles » désormais soumises à une déclaration préalable**

Par arrêté interministériel N°031/MSCIDSPCL/MEF/MAPAH, l'importation et la commercialisation des produits dits « sensibles » sont désormais soumises à une déclaration préalable auprès du ministère du Commerce. Les produits concernés sont : animaux et poissons vivants, ciment, eau minérale, riz, huile végétale... Par ailleurs, cette liste peut être actualisée en cas de besoin.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : S&P a revu à la baisse sa notation sur le Congo-Brazzaville**

Alors que le pays était précédemment classé B-/B, l'agence de notation S&P Global Ratings a revu à la baisse, début septembre, la note souveraine de la République du Congo à CCC+/C, (risque élevé). Selon S&P, l'effet combiné de la baisse des prix du pétrole et de la production, ajouté aux impacts de la pandémie de Covid-19 pèsent considérablement sur les performances économiques du pays.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : Nouvelle nomenclature du budget de l'Etat**

Le gouvernement, dans un objectif de meilleure gouvernance et de compréhension du budget de l'Etat, a adopté un nouveau cadre de loi de finances, clarifiant les concepts de recettes et de dépenses de l'Etat

Ce guide met à jour une version des années 2000, et constitue la première pierre de construction d'un cadre plus harmonisé de gestion des finances publiques.

✉ Arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Guinée : Lancement du portail internet « eTax »

Le portail internet de recouvrement des impôts dénommé « eTax » a été officiellement lancé le 14 septembre 2020. Ce nouvel outil sécurisé doit permettre aux contribuables guinéens (i) de faire leurs déclarations d'impôts en ligne en toute sécurité et (iii) de permettre l'identification individuelle des contribuables grâce au Numéro d'identification fiscale permanent (NIFP) mis en place en 2018. En outre, le secteur bancaire a noué un partenariat avec le ministère du Budget, permettant aux utilisateurs du site d'effectuer des paiements sans démarches complémentaires auprès de leurs banques. Il a été indiqué lors des présentations de cet outil que 40 Mds GNF (3,5 M EUR) d'impôts avaient déjà été récoltés via ce portail.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : lancement d'une opération de titrisation destinée à apurer partiellement les arriérés intérieurs

Le Premier ministre congolais, M. Clément Mouamba, a annoncé ce weekend une opération de rachats de créances par le Club de Brazzaville, un groupement économique réunissant la banque gabonaise BGF Capital, leader de cette opération, la banque togolaise Ecobank, la Congolaise de Banque (LCB) et la Banque sino congolaise pour l'Afrique (BSCA). Ce rachat concernerait un montant total de 300 Mds d'arriérés intérieurs.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : Dépréciation continue du taux de change depuis un an et demi

Les réserves du pays seraient équivalentes à moins d'un mois d'importations (0,7 en 2020 selon le FMI). Afin de limiter les tensions sur le franc burundais (BIF), plusieurs mesures ont été prises depuis 2016 : toutes les entités étrangères publiques ainsi que les entités d'aide et de coopération recevant des fonds étrangers doivent domicilier leurs comptes en devises auprès de la Banque centrale. Par ailleurs, l'utilisation de devises à des fins privées est strictement encadrée. Malgré ces mesures, l'écart entre le taux de change officiel et le taux parallèle se dégrade depuis 4 ans tout en étant volatile : alors que le taux officiel est de 1932 BIF/USD en septembre 2020 (dépréciation continue, de 5 % sur un an), il oscille entre 2600 (en juin) et 3050 BIF/USD actuellement, soit près de 20 % de variation en 3 mois.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Approbation du décret d'application de la nouvelle loi sur les investissements**

Ratifiée en janvier 2020, la loi sur les investissements est entrée en vigueur le 2 septembre. Alors que les services bancaires restent interdits aux investisseurs étrangers, les secteurs des transports aériens, transports publics et les importations/exportations d'électricité sont ouverts aux investisseurs étrangers en participation minoritaire (49 %) avec le gouvernement ou des investisseurs locaux. Si les secteurs du commerce de gros et de détail sont fermés aux investisseurs étrangers en général, le nouveau règlement fait une exception pour les entreprises de commerce en ligne. Cette nouvelle loi fait partie des réformes entreprises par l'Éthiopie pour développer son attractivité vis-à-vis des investissements directs étrangers (IDE).

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Rapport critique de la Cour des Comptes européenne (ECA) sur l'aide au développement de l'UE**

Dans son rapport du 8 septembre sur l'efficacité de l'aide européenne déployée au Kenya, l'EAC conclut que la Commission européenne (EC) et le Service européen pour l'Action extérieure (SEAS) n'ont pas démontré que leurs projets aient contribué à lever les obstacles au développement du pays et à réduire la pauvreté. Selon le rapport : i) les financements européens sont répartis entre un trop grand nombre de secteurs ce qui limite leur impact, ii) le secteur manufacturier, potentiel pourvoyeur d'emploi, pourrait être davantage soutenu, iii) les financements ne sont pas adossés à des conditionnalités ou des exigences de performance alors que l'indice de perception de la corruption dans le pays est élevé et iv) la coordination entre les bailleurs a une incidence limitée sur le choix des secteurs prioritaires. La Commission européenne et le SEAS ont défendu leur choix de programme, en soulignant que i) la stratégie de l'UE au Kenya est alignée avec l'agenda national, ii) son action a un effet de levier important sur les autres bailleurs via les facilités de mixage et les garanties budgétaires, iii) les projets d'infrastructures urbaines, financés par l'UE visent à l'exploitation du plein potentiel de création d'emplois de Nairobi.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : La nouvelle loi bancaire déclarée conforme à la Constitution**

La nouvelle loi bancaire a été déclarée conforme à la Constitution le 31 août et devrait prochainement être promulguée. Elle vise à i) renforcer l'inclusion financière, ii) clarifier la catégorisation des établissements de crédit notamment les banques commerciales, banques de développement, banques d'affaires, établissements d'épargne, institutions de microfinance et les établissements de monnaie électronique, iii) favoriser la protection des consommateurs à travers la transparence des informations financières, iv) prévenir les crises bancaires et promouvoir la stabilité du système bancaire à travers le renforcement de l'indépendance et des pouvoirs de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF).

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Fitch Ratings confirme la note B+ du Rwanda

L'Agence internationale de notation de crédit, Fitch Rating, a évalué la solvabilité du Rwanda à B+ avec perspective stable. Dans sa dernière publication, l'agence a noté que la performance macroéconomique du Rwanda était stable avant la crise du Covid-19, marquée par une croissance élevée (10,1 % en 2019), une inflation relativement faible (2,4 % en 2019), une gouvernance solide et un environnement des affaires propice. Cependant, la pandémie de Covid-19 a entaché le paysage économique, entraînant une hausse du déficit du compte courant (16 % du PIB en 2020/21 contre 9,2 % l'année précédente), une dette croissante (65 % du PIB contre 58 % en 2019) et une réduction des revenus. Toutefois, l'agence a observé qu'un retour à une forte croissance du PIB compatible avec la stabilisation de la dette permettra au Rwanda d'absorber l'impact négatif de la pandémie de coronavirus sur sa solvabilité.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Seychelles : Adoption du nouveau Code de Transparence des Banques Centrales du FMI

Le 9 septembre, le conseil d'administration de la Banque Centrale des Seychelles (CBS) a approuvé l'adoption du nouveau Code de Transparence des Banques Centrales du FMI mis en place début juillet 2020. Les Seychelles feront ainsi partie des premiers pays à rejoindre cette initiative qui succède au Code de transparence des politiques monétaires et financières datant de 1999. Le pays s'engage désormais à respecter les cinq piliers de transparence du nouveau code en matière de gouvernance, d'opérations, de résultats en matière de responsabilité financière, et de relations avec les institutions.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : La Banque centrale initie le renouvellement des billets

Le 14 septembre, le gouvernement a annoncé la démonétisation des billets actuels, désormais échangeables dans les banques commerciales pendant une période de trois mois pour un montant maximum de 1,5 METB par individu (34 500 EUR). Les nouveaux billets en circulation, dont un d'une valeur faciale de 200 ETB (4,6 EUR), représentent une valeur totale de 262 Mds ETB. Le gouvernement entend lutter contre les activités illégales, rapatrier l'argent liquide dans le système bancaire national et élargir la base fiscale. Suite à ces annonces, en particulier celle relative à la limite imposée de liquide convertible, le dollar s'échangerait actuellement à 55 ETB sur le marché parallèle, contre 45 la semaine dernière. Les mesures de sauvetage du gouvernement suite à la crise de liquidités des banques commerciales fin 2019 ont permis pour la première fois à ces dernières de collecter davantage de dépôts (89 Mds ETB) sur l'année fiscale 2019/20 que la CBE (54 Mds ETB).

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Approbation d'une nouvelle formule de répartition du budget entre les comtés par le Sénat

Après des mois d'impasse, le Sénat a voté, le 17 septembre, une proposition de loi portant sur une nouvelle formule de partage des ressources financières entre les 47 comtés. Sans cette loi, les comtés ne peuvent recevoir leur budget pour l'année en cours, ce qui les a conduits à réduire leur service de santé début septembre. Dorénavant, le budget d'un comté s'appuie sur une allocation fixe (représentant 20 % du total transféré à l'ensemble des comtés), auxquelles s'ajoutent des parts variables dépendant de la population (18 %), des besoins en santé (17 %), du développement de l'agriculture (10 %), des infrastructures routières (8 %), du niveau de pauvreté (14 %), de la part urbaine (5 %) et enfin de sa superficie (8 %). Pour cette année, chaque comté recevra le même montant qu'en 2019/20. La nouvelle formule s'appliquera à partir de 2021/22 pour quatre ans. L'enveloppe globale des comtés augmente de 492 MUSD pour qu'aucun comté ne reçoive un budget inférieur à celui de 2019/20. Avec cette formule, le budget de Nairobi augmentera de 30 MUSD et celui de Nakuru de 23 MUSD. Le comté de Tharaka Nithi a la hausse la plus faible (+2,6 MUSD) pour un budget total de 36 MUSD.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Inauguration du premier Hôtel des Finances en région Sava

Le tout premier Hôtel des Finances a été inauguré le 18 septembre dans la ville de Sambava (région Sava, Nord-est du pays), financé sur fonds propres de l'Etat pour 5 Mds MGA (1,1 MEUR). Bénéficiant à 400 000 habitants dans la région, il fait office de Guichet Unique régional et vise à accélérer les procédures administratives en centralisant tous les services régionaux du Ministère de l'Economie et des finances (MEF) : les impôts, douanes, Trésor, Budget, soldes et pensions, contrôle financier, Institut national de la statistique ainsi que la commission régionale des marchés publics. Le Ministère étendra cette initiative à cinq autres régions en 2021 (Tuléar, Fianarantsoa, Diégo-Suarez, Fort-Dauphin et Majunga).

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Nouvelles avancées dans le processus de retrait du Soudan de la liste des Etats sponsorisant le terrorisme (SSTL)

Selon la presse, le département d'État américain aurait transmis une lettre au Congrès, demandant aux sénateurs de retirer le Soudan de cette liste avant la mi-octobre. De son côté, le Président du Conseil de Souveraineté, accompagné du Ministre de la Justice, chargé du retrait de la SSTL, s'est rendu dimanche dernier à Abu Dhabi afin de rencontrer les autorités émiratis.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan du Sud : Remplacement de 3 hauts responsables dans le domaine économique et financier**

Le Président sud-soudanais, Salva Kiir, a annoncé le remplacement du Ministre des finances (Salvatore Garang Mabiordit par Athian Ding), du responsable de la Revenu Authority (Erjok Bullen Geu par Africano Mande Gedima) et du directeur de la compagnie nationale pétrolière, Nile Petroleum Corporation (Chol Deng Abdel par Bol Riing Moorwel). Cette décision intervient dans un contexte marqué par la crise financière à laquelle le pays est confronté, de nature à fragiliser la mise en œuvre de l'accord de paix signé en 2018. L'économie sud-soudanaise, très dépendante des exportations de pétrole, fait, en effet, face à plusieurs difficultés financières : un épuisement des réserves de change, conséquence notamment de la baisse du prix du pétrole, un effondrement de la livre sud-soudanaise, une forte hausse de l'inflation et des difficultés de l'Etat pour payer le salaire des fonctionnaires. S'y ajoute les fortes inondations, qui affectent plus de 500 000 personnes dans plusieurs localités du centre du pays (Etats de Lakes et de Jonglei).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Lancement d'un Fonds de soutien de la finance inclusive**

Le Fonds national de la finance inclusive (FONAFI) a été lancé le 10 septembre 2020. Il s'agit d'un nouvel instrument créé par le gouvernement burkinabè avec l'appui financier de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et de la Coopération suisse pour mettre en œuvre la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI) 2019-2023. D'un coût global de 44 Mds FCFA (67 M EUR), il vise à accompagner l'économie informelle et les groupes vulnérables pour leur permettre d'accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : Signature de plusieurs accords de financements avec l'Allemagne pour un montant de 56,1 M EUR

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et l'Ambassadeur d'Allemagne au Bénin ont procédé le 8 septembre, à la signature de 2 accords de coopération technique et financière d'un montant global de 56,1 M EUR. Cet appui contribuera au financement de plusieurs projets actuellement en cours d'exécution dans les secteurs de la « gestion intégrée des ressources en eau, approvisionnement en eau potable, hygiène et eaux usées » (9,3 M EUR), de la « bonne gouvernance » (19,3 M EUR) et de « l'agriculture » (15 M EUR). De plus, il permettra d'engager un nouveau programme de « promotion de la formation professionnelle » avec une première contribution de 5,3 Mds FCFA (8 M EUR).

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Lancement des travaux de construction des centrales solaires de Koudougou et de Kaya

Le ministre de l'Energie a procédé, le 10 septembre, au lancement des travaux de construction de 2 centrales photovoltaïques, l'une de 20 MW à Koudougou et l'autre de 10 MW à Kaya, et de 6 postes de transmission électrique, dans le cadre du Projet d'appui au secteur de l'électricité (PASEL) financé par la Banque mondiale. Ces travaux, d'un coût total de 62,5 M EUR, ont été en partie confiés à l'entreprise française Ineo Energy & Systems du groupe Engie et devraient durer 2 ans. Les régions concernées sont le Centre Ouest, le Sud-Ouest, le Plateau central et le Centre-Nord. L'objectif du PASEL est de couvrir 100% des besoins en électricité en milieu urbain et 40% en milieu rural d'ici 2025.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Deux appels d'offres lancés pour la construction d'une centrale solaire de 150 MW

Le Pool énergétique ouest-africain (WAPP) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a lancé 2 appels d'offres distincts dans le cadre de la construction d'une centrale solaire de 150 MW en Gambie. L'un permettra de sélectionner des consultants pour la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social. L'autre permettra la sélection d'un conseiller en transactions pour la conception d'une enchère et la sélection du ou des producteurs indépendants d'énergie qui auront à charge le financement, la construction et l'exploitation de la centrale. Le processus de mise en place de ce parc solaire a démarré en octobre 2019 et sa mise en service serait prévue pour 2025.

✉ Lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : La Turquie construira un nouvel aéroport international dans la capitale

Un accord de coopération a été signé le 10 septembre à Bissau entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays pour la construction d'un nouvel aéroport international dans la capitale, la modernisation de l'aéroport actuel et l'ouverture d'une ligne par Turkish Airlines. Pour rappel, plusieurs entreprises turques ont déjà développé des infrastructures aéroportuaires dans la région ces dernières années, avec la construction de l'aéroport Blaise Diagne de Dakar en 2017 par les sociétés Summa et Limak et la rénovation de l'aéroport international de Niamey en 2018 par Summa. La signature de cet accord fait suite à la visite du Président bissau-guinéen en Turquie en juin dernier.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Alpha Consult recruté pour l'étude de faisabilité de 10 échangeurs à Nouakchott

Le cabinet d'ingénierie mauritanien Alpha Consult a été recruté pour conduire une étude de faisabilité pour la construction de 10 échangeurs à Nouakchott. L'objectif du projet est de fluidifier le trafic dans la capitale, qui ne compte qu'un seul échangeur hors de la ville (ce projet avait coûté à l'Etat la somme de 600 M MRU, soit 13,6 M EUR). Une étude de faisabilité pour un périphérique de 64 km autour de Nouakchott devrait être lancée prochainement.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : La Banque mondiale approuve une enveloppe de 50 M USD pour la lutte contre l'érosion côtière

La Banque mondiale a approuvé début août une enveloppe supplémentaire de 50 M USD en faveur du gouvernement sénégalais. Ces ressources viennent compléter le financement déjà approuvé en 2018 en faveur du « Projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint-Louis ». Le coût total de ce projet serait de 85 M USD, entièrement financé par la Banque mondiale, dont 2/3 sous la forme de don. Prévu pour s'achever en 2025, ce programme comporte notamment un volet de relogement de 15 000 personnes vivant dans des quartiers fortement exposés à l'érosion côtière le long de la Langue de Barbarie et dans plusieurs localités de la région touchées par d'importantes inondations ces derniers jours.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : La BOAD accorde un prêt de 10,5 Mds FCFA à la société Sports City Diamniadio Co

Les présidents de la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) et de Sports City Diamniadio Co (SCD Co) ont procédé à la signature d'un prêt de 10,5 Mds FCFA (16 M EUR) pour le financement partiel du projet de construction d'un complexe hôtelier et sportif par la société SCD Co SA à Diamniadio. Ce projet concernerait la construction d'un complexe multifonctionnel dans le pôle urbain de Diamniadio, intégrant un hôtel d'affaires 4 étoiles de 171 chambres et un complexe (i) sportif pour différentes disciplines (football, handball, volleyball, basket-ball) destiné aux sportifs professionnels et amateurs et (ii) de loisir pour les populations de la région de Dakar.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Signature d'accords de coopération avec la Turquie

Au cours la visite du ministre des affaires étrangères de la Turquie les 10 et 11 septembre au Sénégal, les deux pays ont engagé deux nouveaux accords dans les secteurs de l'éducation et de la culture : le premier vise à donner plus de bourses vers les universités turques ; le second est lié à la création d'un centre culturel turc pour renforcer les relations entre le Sénégal et la Turquie. La signature d'une nouvelle convention dans le domaine de la défense et la sécurité, ainsi que la tenue d'une commission économique mixte auraient été annoncées par le ministre turc. Le Centre de conférence international Abdou Diouf et l'aéroport international Blaise Diagne sont entre autres les fruits de la coopération entre les deux pays.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Aide budgétaire de 70 M USD de la Banque mondiale

Pour aider le Togo à faire face à la crise sanitaire de Covid-19 dans sa phase de redressement socioéconomique, la Banque mondiale a annoncé, le 10 septembre dernier, l'approbation d'un financement de 70 M USD, se composant pour moitié de don et pour moitié de crédit. Cette facilité permettra de soutenir la réponse togolaise à la crise qui s'orientera autour de trois axes (i) la réponse sanitaire (dépistage, traitement des malades, etc.) ; (ii) la protection des populations les plus vulnérables (notamment via l'appui au programme de transferts monétaires NOVISSI) et (iii) le soutien au secteur privé en vue de la relance économique (suspension de taxes et impôts, financement d'un plan de soutien à l'agriculture...).

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : Nouveau projet portuaire entre Djibouti et la Somalie

Dans le cadre d'une étude de faisabilité en vue de la construction d'un nouveau port en Somalie, une délégation de l'Autorité des Ports et des Zones Franches de Djibouti s'est rendue à Hobyo, en région Galmoudoug. L'objectif de cette visite officielle était de faire valoir l'expertise djiboutienne en matière d'infrastructure portuaire. Accompagnés d'ingénieurs et de représentants de l'entreprise marocaine SOMAGEC, la délégation a expertisé la faisabilité d'un accompagnement de la Somalie dans la construction d'un port conforme aux normes internationales. Situé entre les ports de Bossasso (nord) et Mogadishu (sud), ce nouveau port devrait permettre d'améliorer la connectivité du territoire somalien.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Signature d'un accord entre le gouvernement ougandais et Total pour le projet East Africa Crude Oil Pipeline Project (EACOP)**

Ce projet d'oléoduc de 1445 km doit permettre d'acheminer le pétrole brut issu des gisements du Lac Albert au port de Tanga en Tanzanie (capacité de 216 000 barils jour). Le 10 septembre à Entebbe, le Président Yoweri Museveni, Patrick Pouyanné, PDG de Total et l'Etat ougandais ont signé l'accord Host government agreement (HGA). L'accord fixe les dispositions contractuelles relatives aux obligations des parties, leurs responsabilités, les normes environnementales et sociales et autres normes, les conditions de résiliation ainsi que les modalités de la participation de la société nationale ougandaise, l'Uganda National Oil Company. Les présidents ougandais et tanzanien ont annoncé leur intention de mettre en œuvre le projet. Cette avancée constitue une étape décisive vers la signature de la décision finale d'investissement attendue pour fin 2020. Pour mémoire, le gisement du Lac Albert, découvert en 2006, est estimé à 6,5 milliards de barils dont 1,7 exploitables. L'investissement nécessaire est estimé à 3,5 Mds USD pour le projet EACOP et entre 10 et 20 Mds USD pour l'exploitation du Lac Albert et la raffinerie. La construction de l'oléoduc pourrait démarrer début 2021 et durer trois ans.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Deux projets financés par la Chine**

Le ministère des Infrastructures et du Transport a signé un contrat avec la société chinoise CRRC ZITANG pour la fourniture de 27 locomotives, ainsi que du matériel d'entretien qui permettra la réhabilitation de 20 autres locomotives actuellement hors service. Le contrat financé par le ministère des Finances soudanais à hauteur de 50 MEUR, s'inscrit dans le cadre d'un plan de réhabilitation des chemins de fer au Soudan. Cette même semaine, le ministère des Finances a également annoncé un don chinois pour la construction d'un abattoir.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Approbation d'un financement supplémentaire de 80 MUSD par la Banque mondiale**

Dans le cadre du projet Second Agricultural Growth Project (AGP II), la Banque mondiale a approuvé l'allocation d'un budget additionnel de 80 MUSD, pour un projet initialement estimé à 350 MUSD. Le financement additionnel concerne l'augmentation des investissements dans les infrastructures (irrigation à petite échelle, centres de marché et entrepôts) en raison des dépassements de coûts. Dans un contexte fragilisé par l'épidémie et des mesures de prévention liées à la Covid, les récentes inondations, l'invasion de criquets pèlerins, ainsi que l'instabilité politique, le projet AGP II permet de développer la productivité des petits exploitants agricoles et renforcer la sécurité alimentaire du pays à long terme.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Financement de 150 MUSD de la Banque Mondiale

Approuvé le 17 septembre, le projet « Accès à l'énergie et amélioration de sa qualité » a pour objectif d'améliorer l'accès des ménages, entreprises et institutions publiques à l'énergie moderne et d'optimiser l'efficacité de la distribution de l'électricité dans le pays. Il couvre toutes les composantes du programme gouvernemental d'accès universel à l'énergie au Rwanda en parallèle d'un projet de la BAD de 387 MUSD. D'un montant total de 288 MUSD, il sera financé à plus de la moitié par la Banque mondiale (150 MUSD), suivi de l'AFD (88 MUSD), du fonds de l'OPEC (20 MUSD), du Fonds saoudien pour le développement (20 MUSD) et du Energy Sector Management Assistance Program (10 MUSD).

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : Lancement officiel de la première phase du programme de soutien des familles

Le ministère des Finances a annoncé, le 15 septembre, le lancement de la phase pilote du Family Support Program (FSP) dans 11 Etats soudanais. Ce programme permettra de financer un filet social allouant 500 SDG mensuels (soit un peu plus de 2 USD au taux parallèle) à chaque personne éligible sur une année pleine. Dans un premier temps, 500 000 personnes seraient couvertes, puis le programme serait étendu à 7 millions de personnes. Le FSP est financé par le gouvernement et un fonds fiduciaire mis en place par la Banque Mondiale et alimenté en partie par le groupe des Amis du Soudan, dont la France. Ce programme est mis en œuvre conjointement par les ministères des Finances et de l'Intérieur, la Banque centrale, l'autorité de régulation des télécommunications, des opérateurs de télécommunications soudanais et un groupe de banques locales, avec le soutien technique du PAM et de la Banque Mondiale.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Le gouvernement vient de lancer un plan décennal pour valoriser le secteur financier

Le plan directeur vise à rendre ce secteur plus dynamique et plus résilient afin de contribuer davantage à la croissance économique du pays et d'y réduire la pauvreté. L'accent sera mis sur l'inclusion financière, le défi majeur à relever restant l'accès aux services financiers d'une très grande partie de la population vivant en milieu rural.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 62,4 M EUR de la BAfD pour le renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité

Un prêt de près de 40,9 Mds FCFA (62,4 M EUR) de la Banque Africaine de Développement (BAfD) a été approuvé à l'issue du Conseil des ministres du 9 septembre 2020 en vue du financement du Projet de renforcement des ouvrages du système électrique et d'accès à l'électricité phase I (PROSER I). Pour rappel, 94% de la population ivoirienne est accordée au réseau électrique selon les dernières estimations de la Banque mondiale. L'objectif de ce projet est de porter le taux d'électrification à 100% à terme.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : L'UE et Plan International font un don de 1 M EUR en vue de soutenir les personnes les plus vulnérables face à la Covid-19

La délégation de l'UE en Guinée et Plan International ont lancé le 4 septembre 2020 un projet visant à soutenir les personnes vulnérables les plus affectées par les conséquences économiques de la Covid-19, notamment les agriculteurs et petits exploitants qui ont des difficultés à écouler leurs productions à cause des limitations de circulation. Ce don est cofinancé par l'UE (95,2%) et Plan International Allemagne (4,8%) pour un montant total de 11,9 Md GNF (1 M EUR). Après les partenaires ALIMA, Terre des hommes, la Croix-Rouge française et l'ONG belge MEMISA, ce projet est le 5^{ème} financé par l'UE en quelques mois pour un montant total de 14,8 M EUR.

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée : L'ANIES a opéré un transfert monétaire à destination de 17 000 ménages

L'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) a opéré un transfert monétaire à destination de 17 000 ménages, qui peuvent retirer leur argent depuis le 10 septembre 2020 au niveau des points installés par la Société Générale et Ecobank. Chaque ménage éligible au programme recevra chaque mois, pendant 6 mois, la somme de 250 000 GNF (22 EUR). Ce transfert entre dans le cadre de la Phase 2 du plan d'urgence de l'ANIES contre la Covid-19, dont le processus a été lancé le 13 août dernier. Pour rappel, le processus d'identification des ayants droit a été réalisé avec l'appui de la Banque mondiale, principal partenaire financier de la Guinée (à hauteur de 70 M USD, approuvé en mai 2020).

✉ Loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Sénégal : Signature de plusieurs conventions de financement avec l'Allemagne

Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération et l'Ambassadeur d'Allemagne au Sénégal ont signé, le 9 septembre, 3 nouveaux accords de coopération pour un montant global de 96 Mds FCFA (146 M EUR). Ces allocations du gouvernement allemand sont destinées à la mise en œuvre des projets et programmes dans le secteur des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'accès à l'énergie ainsi qu'au soutien à la mise en œuvre du programme «partenariats réformes», initié dans le cadre du « Compact avec l'Afrique ». Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, l'Allemagne, a accordé un don de 100 M EUR pour soutenir la mise en œuvre du Programme de Résilience Economique et Social.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : 600 K USD de dons de l'OMS et de la BAfD pour lutter contre la COVID-19

Un don de l'OMS et de la BAfD composé de fournitures et d'équipements de réponse à la Covid-19, d'une valeur de plus de 600 K USD, a été officiellement remis au ministre de la Santé et de l'Assainissement le 4 septembre 2020. Ce don comprend notamment 204 concentrateurs d'oxygène, une ambulance médicale, 5 000 kits d'extraction d'acides nucléiques et 6 000 tubes de collecte. L'objectif est d'accroître la capacité du pays à faire face à la pandémie, mais aussi à assurer la fourniture de services de santé de routine essentiels.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Banque Mondiale approuve un financement de 111 Mds FCFA (200 M USD) pour les services d'irrigation d'eau**

Ce projet financé sur le guichet IDA de la Banque Mondiale, vise à améliorer, sécuriser, moderniser et mieux gérer les ressources en eau de la vallée de la Bénoué, région du Nord. Le projet soutiendra également la production agricole et l'agro-industrie à travers le nivellement et la préparation des terres, la riziculture mécanique, l'accès aux intrants et le soutien aux PME.

✉ vanessa.tatsabongtako@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : La Banque postale du Congo et le FIGA signent un partenariat pour soutenir les TPE et PME**

La Banque postale du Congo (BPC) et le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA) viennent de signer un partenariat pour soutenir les TPE et les PME congolaises. Selon Armel Mbouloukoué, Directeur général du FIGA, ce partenariat va permettre au FIGA d'ouvrir des lignes de crédits à la BPC pour faciliter aux TPE/PME l'accès au financement. Le FIGA a été créé par le ministère des PME, de l'artisanat et du secteur informel en décembre 2018.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Accord sur le démarrage des travaux pour le premier tronçon de la Transgabonaise**

La SAG (Société Autoroutière du Gabon), partenariat entre le fonds français Meridiam et Arise IIP (Olam), et AFCONS, filiale du groupe indien Shapoorji Pallonji, ont officialisé le démarrage des travaux de réaménagement du premier tronçon PK24 à PK105 (81 kms) de la route Transgabonaise. Les travaux de cette première étape devraient durer 18 mois tandis que les appels d'offres pour les autres tronçons (linéaire total de 748 kms) seront lancés prochainement.

✉ Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : le ministère des mines et des hydrocarbures veut relancer l'exploitation on-shore**

Gabriel Obiang Lima a visité ce mardi 8 septembre le puits NDOTÉ-1 dans le district de Mbini. Il s'agit du premier puits de pétrole foré onshore il y a 35 ans par la société TOTAL PECTEN. Le gouvernement souhaite stimuler les travaux de forage, d'exploitation et de forage terrestre comme au Cameroun et le Gabon.

Les résultats de ces travaux pourraient profiter à la création d'emplois et à l'expansion de la chaîne de valeur de leur industrie pétrolière.

✉ Arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Cameroun : un prêt de 28 Mds FCFA autorisé pour booster la production du riz camerounais

Le Président de la République camerounaise a signé en début de mois de septembre un décret habilitant le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire à signer avec le Fonds international de Développement agricole (Fida), un accord de crédit de 47 M USD (soit environ 28,6 Mds FCFA) pour le financement de la phase 2 du Projet d'appui au développement des filières agricoles (Pafda). Il s'agit d'un projet national pour le développement des filières agricoles du riz et de l'oignon dans quatre régions du pays à savoir l'Extrême-Nord, le Nord, l'Ouest et le Nord-Ouest.

 vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : baisse de la transformation locale du cacao

Selon le bilan effectué par l'Office national du cacao et du café (ONCC), 64 405 tonnes de fèves de cacao ont été broyées par les unités de transformation en activité sur le territoire camerounais au cours de la campagne cacaoyère 2019-2020. Ce volume a régressé de 24 000 tonnes, comparativement au 84 480 tonnes de cacao transformées au cours de la campagne précédente.

 vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée équatoriale : le secteur forestier en pleine évolution

Par un décret en date du 15 septembre la Guinée équatoriale interdit désormais tout abattage pour une période indéterminée, sauf conditions très spécifiques. Deuxième secteur du pays pendant de nombreuses années, l'abattage et l'exportation de grumes a connu un premier arrêt depuis fin 2018, afin d'éviter une déforestation massive de la partie continentale du pays.

 arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Erythrée : Conclusion de la campagne de semis entre juin et août

D'après le rapport de la FAO sur la sécurité alimentaire du 28 août, les semis (blé, orge, sorgho, maïs, teff, légumineuses) pour la récolte de novembre prochain, ont été conclus en juillet dans les régions du centre et de l'ouest du pays. La saison des pluies, qui s'étend normalement de fin juin à septembre, a été caractérisée par des quantités de précipitations cumulées supérieures à la moyenne, mais avec une distribution temporelle erratique. Les fortes pluies de fin juillet et début août ont compensé les déficits d'humidité et amélioré les perspectives de rendement, particulièrement dans la région du Gash Barka (+50 % de la production de céréales). Pour rappel, les terres arables représentent 26 % du total des terres en Érythrée. L'agriculture qui emploie 80 % de la population active ne contribuerait qu'à 17 % du PIB.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Reprise des exportations d'arachides

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé la reprise des exportations d'arachides, annulant ainsi l'interdiction de mars dernier justifiée par la volonté du gouvernement d'encourager l'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée. En 2019, les exportations d'arachides ont dépassé 200 MUSD, marquant une très forte progression de +243 % en valeur et +275 % en volume. Elles représentent dorénavant le 5ème poste d'exportation dépassant les deux cultures emblématiques du Soudan : le coton et la gomme arabique.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Erythrée : Campagne vétérinaire contre la brucellose

Maladie infectieuse commune aux bovins/caprins/ovins, la brucellose peut se transmettre à l'homme en cas de contact avec des animaux infectés ou à l'occasion de l'ingestion d'aliments d'origine animale. Compte tenu d'une forte résurgence de cas dans la ville de Gindae, le ministère de l'Agriculture a décidé de renforcer les enquêtes sérologiques dans les régions où se trouvent la majorité des bovins laitiers. Bien que l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) recommande que tous les bovins âgés de 3 à 8 mois soient vaccinés, l'Érythrée ne vaccinerait pas son bétail, en raison d'un taux de positivité généralement faible (2,9 % sur 7 979 testés). L'élevage tient une place importante en Érythrée, néanmoins, sa productivité reste faible, en raison des difficultés d'accès aux services vétérinaires.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Signature d'accord avec OCP Africa pour redynamiser la production rizicole

Le ministère de la Promotion de la riziculture et OCP Africa ont procédé le 4 septembre à la signature d'un protocole d'accord visant à booster la production nationale de riz dans la perspective d'assurer l'autosuffisance du pays. Les principaux domaines de coopération sont : (i) le développement et la structuration de la chaîne de valeur des activités rizicoles ; (ii) le développement de formules de fertilisants adaptés aux besoins des sols pour une fertilisation raisonnée ; (iii) Le déploiement de formations et de sensibilisation des riziculteurs aux bonnes pratiques agricoles et (iv) la digitalisation du processus de la chaîne de valeur de la production du riz.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques et la FAO signent un protocole d'accord pour la lutte contre la fièvre aphteuse**

Le ministère des Ressources animales et halieutiques et la FAO ont signé un protocole d'accord qui vise à atténuer les risques et les impacts de la fièvre aphteuse. Pendant 2 ans, ce projet, doté d'un budget de 28 M FCFA (42,7 K EUR) financé par l'Agence de réduction des menaces du département de la défense des Etats-Unis, sera exécuté avec le soutien du Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières de la FAO et la Direction des Services Vétérinaires du MIRAH. Pour rappel, cette maladie virale hautement contagieuse affecte les bovins, les porcs, les ovins et les caprins.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : La Chine veut aider le Togo à tripler le rendement de ses rizières**

La Chine veut permettre au Togo de produire 10 à 12 tonnes de riz à l'hectare au lieu 3,5 actuellement. En effet, après avoir formé une trentaine d'ingénieurs togolais, la Chine a remis au pays un lot de matériels destiné à la création d'un riz hybride local. L'institut togolais de recherche agronomique (ITRA) sera chargé de mettre à profit ce nouvel appui de Pékin à la filière rizicole, en créant notamment des variétés de riz hybrides typiquement togolais. De 2008 à 2017, la culture du riz au Togo a connu une embellie, passant de 85 637 tonnes à 140 519 tonnes, une hausse de plus de 64%.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Guinée équatoriale : finalisation de l'étude de faisabilité de la raffinerie modulaire de Punta Europa

Les travaux de construction prochainement lancés seraient réalisés en deux phases de 20-24 mois et de 33 mois. La raffinerie devrait être exploitée par Marathon OIL et aurait une capacité approximative de 5 000 à 10 000 barils de condensat par jour. Le coût du projet est estimé entre 55 et 76 M USD.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Libéria : 7 sociétés pétrolières locales préqualifiées pour un appel d'offres de licences d'exploration en cours

L'Autorité de régulation libérienne du secteur pétrolier (LPEA) a présélectionné 7 compagnies locales sur les 9 qui avaient déposé un dossier pour le cycle de licences offshore en cours dans le bassin de Harper. La préqualification de ces sociétés libériennes est conforme à la nouvelle loi pétrolière du Liberia qui prévoit une participation obligatoire d'au moins 5% dans tous les accords pétroliers de sociétés détenues par des personnes physiques de nationalité libérienne. La liste de ces sociétés libériennes présélectionnées sera présentée à des soumissionnaires internationaux qualifiés en vue d'un éventuel partenariat, conformément à la loi pétrolière modifiée.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Marvel Gold acquiert le permis d'exploration du projet Sakaar

La société australienne Marvel Gold a conclu avec la Société minière et commerciale (SOMICO) un accord pour obtenir 80% d'intérêts dans le projet aurifère Sakaar, en échange de travaux de forage et de la réalisation d'une étude de pré-faisabilité. Marvel remboursera également à la SOMICO les frais de demande de permis de Sakaar (environ 18 000 USD). L'entreprise australienne a indiqué avoir commencé la cartographie géologique et la géochimie du sol, requises dans le cadre de la 1^{ère} étape de cet accord. Marvel Gold se positionne sur 5 projets aurifères au Mali, dont ceux de Tabakorole et Lakanfla.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : La mine d'or Tasiast-Kinross communique sur le bilan de la période 2010-2020

Lors d'un point presse, les représentants de Kinross ont indiqué avoir produit 572 264 onces d'or en 2019 sur le continent africain, la mine de Tasiast y contribuerait pour 68%. Le groupe minier est revenu sur l'accord signé le 15 juin 2020 avec le gouvernement mauritanien, visant à réévaluer les royalties et a répété sa satisfaction d'avoir obtenu un accord d'exploitation sur 30 ans pour le site Tasiast sud. Kinross indique avoir payé à l'état mauritanien 820 M USD en taxes, impôts et redevances entre 2010 et 2019. Sur la même période, 418 M USD ont été versés en salaires bruts. Enfin, la société a dépensé 13,3 M USD en investissements communautaires.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Lancement d'un plan de 111 MUSD pour le développement de l'économie bleue

En novembre 2018, se tenait une conférence sur l'économie bleue durable à Nairobi au Kenya, organisée par le Kenya, le Canada et le Japon. Le développement du secteur de l'économie bleue est en effet une des priorités du gouvernement kényan qui depuis, redouble d'efforts pour exploiter le potentiel de ses ressources marines. Peter Munya, Cabinet Secretary chargé de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des coopératives, a déclaré que le gouvernement et ses partenaires de développement dépenseraient au moins 12 Mds KSh (111 MUSD) dans la région côtière pour renforcer les capacités et améliorer les flottes de pêche en haute mer. Les trois principaux secteurs de développement de l'économie bleue sont i) le développement des ports, ii) la pêche et iii) le renforcement de la sécurité maritime.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Une nouvelle usine de stockage de butane de 12 kt pour une augmentation de 60% des capacités de stockage du pays

Le Conseil des ministres du 9 septembre 2020 a adopté un décret permettant la création d'une nouvelle société de gestion du gaz butane, SAPET Energy, issue d'une convention de partenariat entre l'entreprise nationale Petroci holding (35%) et la société nigériane Sahara International (65%). Elle devrait construire une nouvelle usine de stockage de butane d'une capacité de 12 kt qui permettra d'augmenter de 60% les capacités de stockage de la Côte d'Ivoire, faisant ainsi passer l'autonomie du pays de 15 à 27 jours. Le coût total du projet est estimé à 23,9 Mds FCFA (36,5 M EUR).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Approbation de 4 conventions pour la recherche d'or et de métaux connexes

Quatre conventions minières entre l'Etat du Niger et les sociétés Groupe Planete d'Afrique (2 conventions), la Société des Mines de l'Afrique (SOMAF ; 1 convention) et Africa Investment (1 convention) pour des permis de recherches d'or et métaux connexes dans le département de Bilma, ont été adoptées par le Conseil des ministres du 4 septembre 2020. Les trois entreprises s'engagent à investir un montant minimum de 11 M USD (9,3 M EUR) pour la réalisation des travaux dans les trois ans suivant la signature de ces conventions.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Industries

▼ **Ethiopie : En croissance sur 2019/20, les autorités visent un objectif d'exportation de +30 % pour l'année à venir**

Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie (MOTI), le montant total des exportations éthiopiennes a atteint 3 Mds USD sur l'année budgétaire 2019/20, en hausse de 13 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été portée par les exports agricoles, qui atteignent 2,4 Mds USD contre 2,1 Mds l'année passée. L'objectif affiché par le gouvernement était de 3,8 Mds USD. Pour l'année 2020/21, la presse rapporte une cible du MOTI fixée à 3,9 Mds USD (dont 2,9 Mds pour les produits agricoles), soit un objectif en progression de 30 % par rapport aux résultats de 2019/20.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : La lutte contre les déchets plastiques menacée**

De grands groupes pétrochimiques américains, regroupés au sein de l'American Chemistry Council, font actuellement pression pour tenter d'affaiblir la politique antiplastique du Kenya, qui a la réputation d'être l'une des plus strictes au monde. Ces groupes proposent d'investir dans des filières de recyclage au Kenya, si le pays autorise le commerce des déchets plastiques. Cette opération de lobbying intervient dans le cadre des négociations de l'accord commercial entre les Etats-Unis et le Kenya, ouvertes jusqu'en 2025, et tente de répondre au besoin des Etats-Unis d'exporter une grande quantité de ses déchets (les Etats-Unis ont exporté à travers le monde plus de 500 millions de tonnes de déchets plastiques en 2019). Contrairement aux Etats-Unis, le Kenya est signataire de la Convention de Bâle, qui a statué qu'aucun pays hors de l'OCDE ne pourra échanger de plastiques mélangés, contaminés ou non recyclables avec les Etats-Unis, dès 2021.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burundi : Première visite officielle en dehors du pays du président burundais**

Le président burundais Evariste Ndayishimiye, élu en juin 2020, s'est rendu en Tanzanie dans la ville frontalière de Kigoma, le 19 septembre 2020 pour rencontrer son homologue tanzanien, John Magufuli. Cette visite vise le renforcement des relations commerciales entre les deux pays, alors que 95 % des marchandises importées au Burundi passent par le port de Dar-Es-Salam. Un projet de construction d'une usine commune de traitement du nickel a été évoqué par les deux présidents, qui souhaitent transformer le minerai avant de l'exporter. Pour rappel, le Burundi détiendrait 6 % des réserves mondiales de nickel mais l'exploitation des gisements est freinée par le manque d'infrastructures et d'investisseurs.

✉ jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Services

Guinée équatoriale : Andlex, le nouveau système de transport en commun de Malabo

Andlex est un service de mobilité urbaine qui a été créé dans le but de fournir une alternative plus économique aux personnes se déplaçant entre le quartier d'affaires de Malabo II, le centre-ville et les différents quartiers d'habitation à loyer modéré. Le projet est né dans le cadre de l'initiative Startupper de Total 2018. Andlex dispose de sa propre flotte de véhicules de transport qui couvre à la fois les trajets communautaires et professionnels sur deux lignes. Une expansion est prévue dans le futur.

arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

Djibouti : Premier voyage d'un porte-conteneurs battant pavillon djiboutien

Baptisé l'« Africa Sun », ce navire appartenant à la société d'État Djibouti Shipping Company, a accosté à Modagiscio le 18 septembre. Ce premier navire djiboutien connecte directement la Turquie (depuis le port de Mersin) à Djibouti et à la Somalie (depuis les ports de Berbera et Mogadiscio). Disposant d'une capacité de 1 108 EVP, il permet de réduire la durée de transport de 30 à 9 jours entre la Turquie et Djibouti et de 40 à 20 jours entre la Turquie et la Somalie. Grâce à un départ prévu tous les 20 jours, l'« Africa Sun » permettra aux pays de la Corne de l'Afrique de disposer d'une solution de transport maritime fiable tout en confirmant le statut de pôle commercial maritime régional et international de Djibouti.

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Kenya : Fusion des services publics portuaires, ferroviaires et de pipelines

Le 7 août 2020, il a été décidé par décret présidentiel de la fusion des services publics portuaires, ferroviaires et de pipelines sous une seule entité paraétatique la Kenya Transport and Logistics Network (KTLN). La KTLN regroupera l'Autorité portuaire du Kenya (KPA), la Kenya Railways Corporation (KRC) et la Kenya Pipeline Company Limited (KPC). Pour le président kényan Uhuru Kenyatta, la création de cette nouvelle entité répond à un besoin d'optimisation et de compétitivité, alors que le Kenya vise à devenir un centre logistique régional de premier plan.

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Réouverture de l'espace aérien tanzanien aux compagnies kenyanes**

Depuis août 2020, le Kenya a imposé une quarantaine obligatoire pour tous les passagers venant de Tanzanie. Appliquant le principe de réciprocité, la Tanzania Civil Aviation Authority (TCAA) avait suspendu les autorisations de vols dans l'espace tanzanien de Kenya Airways et des transporteurs privés kenyans. Suite à des négociations entre les deux pays, le Kenya a levé la quarantaine obligatoire pour les passagers en provenance de Tanzanie et la TCAA a, le 16 septembre, autorisé la reprise des vols de compagnies kenyanes vers la Tanzanie. Par ailleurs, Air Tanzania, la compagnie nationale tanzanienne, devrait bientôt recevoir 3 nouveaux appareils et 5 autres, dont un cargo, pourraient être commandés. Ils s'ajoutent aux 8 avions déjà en circulation.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 25 chantiers prioritaires et 1,3 Md EUR d'investissements d'ici à 2025 pour le tourisme**

Le ministère du Tourisme et des Transports aériens a présenté, le 7 septembre, son plan d'actualisation de la stratégie de développement du secteur touristique avec 25 chantiers prioritaires pour un budget estimé à 840 Mds FCFA et 5 axes prioritaires : le patrimoine, l'expérience, la vente et la distribution, l'institution et les infrastructures. Cette somme sera répartie entre la réhabilitation des réceptifs hôteliers, le programme d'accompagnement des acteurs du secteur, l'aménagement de nouvelles zones touristiques, l'amélioration de la sécurité des touristes et l'accès à l'internet. D'ici 2025, l'Etat souhaiterait atteindre 2,8 M d'emplois, 985 Mds FCFA de recettes et 4,1 M de touristes.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : 15 entreprises reçoivent leurs agréments au régime préférentiel de la CEMAC

Ces agréments leur donnent l'opportunité d'exporter 210 nouveaux produits vers le marché sous-régional, en franchise de douane, et sans restriction quantitative des produits industriels. Ceci vient porter à 50 le nombre d'entreprises bénéficiant de ce régime préférentiel pour un total de 529 produits agréés. Les entreprises concernées sont : Lana Bio Cosmetics, Guinness Cameroun, Ok Foods Cameroun, Dangote Cement Cameroun, Sofavinc Cameroun, Newsfoods, Smalto, Acieries du Cameroun, Société Camerounaises de transformation de bois (Sctb), Everwell Cameroon Cables and Engeneering, Metropolitan Plastics, Société Camerounaise équatoriale de fabrication de lubrifiants, Société camerounaise des verreries, Société camerounaise d'injection et de modelage des produits organiques et synthétiques, BVS (Boissons, vins et spiritueux production Cameroun).

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Carrefour Market ouvre son deuxième centre commercial à Douala

La cérémonie inaugurale présidée par le ministre du Commerce a eu lieu 16 septembre 2020. Le nouvel édifice, bâti sur une superficie de 1100 m2, est situé au lieu-dit Ancien Dalip en plein centre-ville. L'ouverture de ce centre commercial contribue à la création de 90 emplois directs en plus des 450 emplois déjà créés par le groupe CFAO Retail. Pour rappel, l'entreprise CFAO Retail est installée au Cameroun depuis 2017 et l'inauguration du Carrefour Market Ancien Dalip succède à celle de l'enseigne de Bonamoussadi en 2018.

✉ vanessa.djapa@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Sumitomo devient le nouvel actionnaire majoritaire du projet Ambatovy

Suite à l'approbation d'un plan d'arrangement par la justice canadienne, le japonais Sumitomo devient actionnaire majoritaire d'Ambatovy (plus grand projet minier du pays) en échangeant des prêts financiers octroyés à l'actionnaire canadien Sherritt contre des parts détenues par ce dernier. Dans cette opération, les parts de Sumitomo passent de 47,7 % à 54,17 % des parts et celles de Sherritt de 12 % à 5,53 % du capital. De leur côté, les actionnaires coréens du projet détenant 39,87 % du capital ont annoncé leur intention de sortir prochainement du capital du projet. Ambatovy devrait reprendre ses activités d'ici la fin de l'année 2020.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Achat de Saham Kenya pour 8,8 MEUR par Mauritius Union Assurance Company Limited

La Mauritius Union Assurance Company Limited (MUA Ltd) financera la plus importante société d'assurance de Maurice, a annoncé l'émission de nouvelles actions sur la bourse de Maurice valorisées à 8,8 MEUR. Par l'intermédiaire de sa filiale MUA Insurance Kenya Ltd, cela lui permettra de financer l'acquisition de 100 % des parts de Saham Assurance Company Kenya Ltd (filiale du groupe d'assurances panafricain Sanlam Pan Africa). A travers ce rachat approuvé début juillet par les régulateurs kenyans, MUA renforce sa présence au Kenya après le rachat en 2014 de 66 % des parts de l'assureur Phoenix TransAfrica Holdings, auparavant détenus par la famille Alibhai.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Alerte du patronat tanzanien sur le risque de conflit d'intérêt de la Tanzania Shipping Agency Corporation (TASAC)

Depuis mars 2019, la TASAC, nouvelle autorité de réglementation du transport maritime de la Tanzanie, est l'unique entité habilitée à exercer les fonctions de dédouanement et d'expédition pour les produits dits « sensibles » (machineries, équipements, produits liés aux minéraux et au pétrole, armes, munitions et animaux vivants). Le président du patronat tanzanien, Zacky Mbenna, a demandé au gouvernement de revoir la loi de 2017 qui a créé la TASAC afin de faciliter les prestations de service dans le port et d'éliminer le risque de conflit d'intérêt. En effet, la TASAC agit en même temps comme agent maritime et régulateur des services de transport maritime.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Convergence Partners reprend les activités de Vodacom Business Africa

A travers sa plateforme de fournisseur de services numériques Inq. Holdings Limited, la société Convergence Partners (anciennement connue comme Synergy Communications) a finalisé l'acquisition de 100 % des activités de Vodacom Business Africa (filiale du britannique Vodafone Group dans le secteur télécommunications) au Nigéria, en Zambie et en Côte d'Ivoire, et compte également reprendre les activités de cette dernière au Cameroun dans l'attente de l'approbation des régulateurs. Ce rachat, dont le montant n'est pas connu, renforce l'empreinte régionale de Inq. Holdings, déjà présente en Afrique du Sud, au Malawi et au Botswana.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : Stellar AfricaGold Inc. rachète la société Aeos Resources Ltd

La société canadienne Stellar AfricaGold Inc., spécialisée dans l'exploration et l'exploitation de gisements aurifères, a annoncé la finalisation de leur acquisition de 100 % de la société basée aux Seychelles Aeos Resources Ltd, filiale de la compagnie minière britannique Altus Strategies Plc. Aeos possède la totalité de actions d'Aucrest SARL, société détentrice des licences d'exploration de deux projets aurifère situés en Côte d'Ivoire, les projets Prikro et Zenoula.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Attribution du marché de la construction d'une partie du nouvel aéroport de Donsin à Sinohydro

Dans le cadre du projet de construction du nouvel aéroport international de Ouagadougou-Donsin, le Conseil des ministres du 9 septembre 2020 a marqué son accord pour l'attribution du lot A1-bâtiments de la zone technique à l'entreprise chinoise SINOHYDRO CORPORATION LTD. Ce marché, d'un montant de 11,6 Mds FCFA (17,6 M EUR), financé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le budget de l'Etat, devrait être exécuté dans un délai de 24 mois.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Lancement de la plate-forme de paiement numérique TipMe

L'application de paiement électronique sur téléphone portable, TipMe-Liberia, a été lancée le 7 septembre 2020 à Monrovia. La société a obtenu une licence de la Banque centrale du Libéria et possède également une franchise de licence de TipMe Global, un développeur américain d'applications financières basé. La société proposera plusieurs solutions financières électroniques, notamment un portefeuille d'argent mobile, des transferts de fonds internationaux, le paiement des salaires et des factures. Les clients auront la possibilité de charger leur portefeuille sur internet via une carte Visa ou Mastercard.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : L'Espagnol Elecnor remplacé par Siemens sur un contrat éolien de 140 M EUR

Le consortium espagnol Elecnor/Gamesa avait été attributaire en avril 2017 d'un projet de 140 M EUR pour la construction d'une centrale éolienne de 100 MW à Boulenouar, 400 km de Nouakchott. Suite à un avenant au contrat signé par la SOMELEC (société mauritanienne d'électricité), Siemens remplace Elecnor dans la construction de la centrale. Le consortium Elecnor/Gamesa devient en conséquence Siemens/Gamesa. Les raisons du retrait d'Elecnor n'ont pas été déclinées. Il intervient dans un contexte marqué par l'ouverture d'une enquête judiciaire sur l'attribution des contrats d'énergie solaire de la SOMELEC, contre lesquelles pèsent des soupçons de corruption.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 14200 PME créée en 2019

D'après la nouvelle cartographie publiée par le Ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat du Cameroun, le 03 septembre 2020, 14 229 unités de production ont été créées au cours de l'année 2019 contre 13 423 l'année précédente, soit 806 entreprises supplémentaires. Selon un regroupement par taille, les Très petites entreprises (TPE) représentent 36 % de ce chiffre, les Petites entreprises (PE) 34 % et les moyennes entreprises (ME) 30%. Le Cameroun occupe ainsi la 92^{ème} place mondiale pour ce qui est de la création d'entreprises.

✉ vanessa.tatsabongtako@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Congo-Brazzaville : Le CEPROD et le Club PPP MedAfrique ont organisé un atelier sur les PPP

Le Centre de prospective pour le développement (Ceprod) et le Club PPP MedAfrique ont organisé, le 14 septembre, un atelier virtuel sur les PPP, animé par le président du Club PPP Med Afrique. Ont participé à cet atelier, le Ministre d'Etat congolais, chargé de l'Economie, de l'industrie et du portefeuille public ainsi que les ministres en charge du budget et de la décentralisation. Cet atelier préfigure la tenue à Brazzaville en décembre prochain d'un Symposium sur le même thème. Une délégation officielle congolaise devrait participer à la 13^{ème} édition des rencontres internationales des PPP, les 30 septembre et 1^{er} octobre à Paris.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Sao Tome & Principe : Nouveau Président du gouvernement régional de Principe

L'avocat Felipe NASCIMENTO est le nouveau Président du gouvernement régional de l'île de Principe, en remplacement de l'ingénieur José CASSANDRA, dit « Tozé » qui a occupé cette fonction pendant 14 ans.

✉ Aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
 mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr
 tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

